L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 18 MARS 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 18 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, parapluies, cannes, parasols.

Par Placide J. Spear—Continuation de la vente de montres, pendules, etc., au No 181 de la rue Poydras.

☞ Grand coffre-fort patenté de Herring, vitrine, articles d'orfèvrerie, montres, etc., par Placide J. Spear, encanteur, aujourd'hui, rue Poydras No 181, pour continuer la vente commencée hier. Voyez l'annonce à la colonne.

SPECTACLES.

Mercredi, 18 mars 1874.

ACADÉMIE.—Cuba's Deliverers, or Victory and vengeance.

Les Franchises Municipales de la Nouvelle-Orléans.

Il paraît que, dans les derniers jours de la session, l'assemblée du Mechauic's Institute a passé un bill qui supprime tout simplement la prochaine élection municipale et qui donne au gouverneur Kellogg le droit de choisir tous les fonctionnaires municipaux au lieu et place des 40,000 électeurs de la ville. Le bill veut bien restituer, au bout de deux ans, le droit de suffrage au peuple souverain. Les radicaux qui ont imaginé cette mesure, se sont dit qu'avec l'annexion de la paroisse Jefferson et de ses sept à huit mille votants nègres, et avec tout le patronage des places de ville entre les mains de M. Kellogg ou de ses créatures, il serait facile au parti radical de s'assurer une majorité en 1876.

Le *Times*, dans son numéro d'hier, dénonce avec raison la nouvelle atteinte que ce bill porterait aux franchises municipales de la Nouvelle-Orléans, mais c'est à tort qu'il gourmande la presse de la ville pour qu'elle implore M. Kellogg afin qu'il ne signe pas ce bill.

Le *Times* s'est opposé à une nouvelle élection, il a soutenu indirectement mais activement le maintien du gouvernement usurpateur, ce qui entraînait le maintien de la Législature. Il a soutenu l'annexion de Carrollton. De quoi se plaint-il aujourd'hui ? Le bill qu'il implore n'est que le corollaire de celui qui a décrété l'annexion de Carrollton. Ces deux bills font partie d'un plan d'ensemble pour radicaliser la Nouvelle-Orléans.

Il donne au gouverneur Kellogg un patronage très puissant pour toutes les places de ville. Or, on sait que M. Kellogg a sur l'esprit de ne pas envoyer de nominations au Sénat afin de garder pour lui seul le droit de nommer et de révoquer, à son bon plaisir, les fonctionnaires d'Etat. Il est donc en passe de devenir omnipotent, car il disposera du double patronage de l'Etat et de la ville.

Quel remède y a-t-il à un tel état de choses ? Le peuple de l'Etat veut-il abdiquer sa souveraineté entre les mains de M. Kellogg et s'en rapporter aveuglément à lui dans l'espérance qu'il sera magnanime et mis'ricordieux ? Ou bien tient-il à reprendre en mains la direction de ses affaires et le soin de ses destinées ?

Nous nous sommes toujours prononcé pour ce dernier parti. Que le Congrès ordonne une nouvelle élection générale, soit actuellement, soit en novembre, et le peuple retrouvera tous ses franchises aussi bien pour la ville que pour l'Etat. Mais pourquoi le *Times* n'est-il pas du même avis ? N'a-t-il donc de souci que pour les libertés municipales et aucun pour celles d'Etat ? Ignore-t-il que si le Congrès n'ordonne pas une nouvelle élection, nous aurons à garder, pendant deux années de plus, un gouverneur, des fonctionnaires et des juges qui n'ont pas été élus par le peuple ? Oublie-t-il que la moitié des sénateurs qui resteront en place dans la nouvelle Législature, se compose d'hommes qui n'ont pas été élus, de l'aveu même du bureau Lynch, et qui ont été admis à siéger à la fin de la dernière session, au mépris de toutes les règles du droit et de toutes les notions parlementaires ?

Certes, nous irons tout autant que notre confrère, que la ville ne soit pas privée du droit de choisir ses administrateurs, et si M. Kellogg refuse de signer le bill en question, nous avouerons qu'il aura donné par là une preuve de désintéressement, mais nous ne pourrons être certain qu'il ne le signera pas qu'après l'élection.

Nous aimons donc mieux un remède plus général et plus positif, et ce remède, nous ne l'attendons que du Congrès.

Le *Times* manque de logique en réclamant les libertés municipales d'un côté et en faisant si bon marché des libertés de l'Etat, de l'autre. C'est là un regrettable compromis de censurer qui n'autorise guère ce journal à gourmander ses confrères.

Charles Sumner.

Tandis que la plupart des journaux du Nord se livrent à des éloges dithyrambiques sur Charles Sumner, le *Herald* lui consacre une appréciation dans laquelle il fait la part des faiblesses du défunt. Il commence par dire, en quelques lignes, tout ce que M. Sumner n'était pas.

" Il n'était pas un homme populaire. Il ne conduisait pas un parti. Il n'était identifié avec aucune politique spéciale. Il n'était pas un grand écrivain, ni un grand orateur, ni un grand homme d'Etat. Il ne possédait ni l'insouciance de Clay, ni la puissante intelligence de Webster, ni la faculté subtile d'analyse de Calhoun. Il n'était pas aussi expérimenté en politique que Seward, ni un meneur aussi résolu que Chase."

Qu'était-il donc ! Voilà ce que le *Herald* ne dit pas, car le reste de son article se perd en considérations vagues sur le rôle de Sumner. Nous allons essayer de résumer en peu de mots notre impression sur le défunt sénateur.

M. Sumner était un érudit de cabinet qui, à l'instar de beaucoup d'Anglais, a voulu se faire une personnalité en se consacrant à une spécialité. En concentrant ainsi toutes ses facultés, toute son énergie sur une idée unique, il a acquis une apparence de force alors que la force manquait à son tempérament. L'abstraction, chez de semblables natures, arrive à se transformer en passion. Sumner s'est donc fait nécrophile, il l'a été avec acharnement, avec passion et par-dessus tout. Les plus grandes questions politiques cédaient le pas dans son esprit à cette préoccupation unique.

La haine qu'il a manifestée contre le Sud n'était que la conséquence de l'opposition du Sud à la réalisation de son idée, car, au fond, Sumner n'était pas méchant ; mais l'opposition à son idée fixe l'irritait, l'enflammait au point qu'il s'est laissé emporter, un jour, jusqu'à appeler l'un de ses contradicteurs, Douglas, une bête puante.

Sumner a voulu être le Wilberforce de l'Amérique. Il en eut le fanatisme, mieux aussi, et, comme lui, il a vu se réaliser son rêve, objet de ses efforts.

Absorbé par une idée fixe, Sumner est resté pur au milieu de la marée montante de la corruption et il y a unanimité pour rendre hommage à son intégrité. Après avoir poursuivi jusqu'à ses dernières conséquences l'application de ses théories, Sumner avait trop de conscience pour ne pas être frappé des injustices commises par une administration qui, ayant d'autres visées que l'application des doctrines du sénateur, avait dépassé le but.

Comme Greeley, Sumner s'était donc séparé de l'administration et son opposition à Grant avait pris un caractère d'acharnement bien tranché. Il en était arrivé à s'aliéner son propre parti. Ce n'est pas nous qui lui reprocherons de s'être prononcé en faveur de l'amnistie et d'avoir accueilli les plaintes de la Louisiane. Ces deux actes prouvent que son esprit était accessible à la justice, mais son parti l'avait un moment frappé d'ostracisme et une résolution de censure qui n'a été rappelée que tout dernièrement par la législature de son Etat, lui avait prouvé que les partis veulent être avant tout flattés dans leurs passions et leurs rancunes.

Avec ses faiblesses et ses vertus Sumner n'en reste pas moins une figure marquante de cette période de l'histoire américaine, et bien que lui et Greeley aient, plus que tous autres, contribué à précipiter le conflit sectionnel, dont nous avons eu tant à souffrir, nous nous plaisons, néanmoins, à rendre hommage à leur honnêteté et à leur sincérité, deux vertus bien rares aujourd'hui chez les hommes politiques de tous les partis, et surtout du parti auquel ils ont appartenu.

Nous regrettons vraiment que le *Republican* tire à si petit nombre d'exemplaires, puisqu'il se donne la peine de traduire en langue vivante ce que nous écrivons, suivant lui, dans une langue morte. Les commentaires dont il accompagne ses traductions importent peu, car il y règne si peu de sens et si peu de logique qu'ils n'affaibliront pas l'impression que nos articles feront sur ceux de ses lecteurs qui sont assez éclairés pour comprendre une argumentation sérieuse. Le *Republican* qualifie notre article du dimanche intitulé " La Loi " de rhapsodie de *républicain rouge !* Que vont dire les communards de la Nouvelle-Orléans qui, tous, sympathisent avec le parti radical, de la manière irrévérencieuse avec laquelle l'organe officiel parle de barricades et de *pétroliades !*

LE PAIEMENT DES TAXES DE VILLE.—Nous publions dans une autre colonne, une communication relative à cette question. Sans entrer dans le fond du sujet, nous dirons qu'il est du devoir des administrateurs de faire savoir au public quelles sont les obligations ou valeurs qui peuvent être reçues en paiement des taxes et dans quelle proportion. Cette publication éloignerait des doutes qui favorisent l'agiotage et mettrait tous les contribuables sur un pied d'égalité.

CRUE DU MISSISSIPPI.

Le capitaine du bateau à vapeur *Bradish Johnson*, arrivé hier matin, rapporte qu'il n'y avait aucune crevasse entre la Nouvelle-Orléans et le confluent de la Rivière Rouge. Au-dessus du confluent, la levée connue sous le nom de Upper Bars dans la paroisse Carroll et la Levée Rhodes ont subi des crevasses. Des mesures immédiates ont été prises pour boucher les crevasses. Il est à désirer que la crue s'arrête, sans quoi on aurait à redouter d'assez nombreuses crevasses. Nous demandons ce que fait la Compagnie des Levées avec son monopole. En ville les autorités sont obligées d'employer la police pour surveiller les points menacés.

NÉCROLOGIE.—Nous avons appris avec peine la mort de M. Beverly C. Kennedy, fils de notre estimable concitoyen, le juge Kennedy, qui a succombé hier soir, après une courte maladie. Il laisse de nombreux amis qui déploreront sa perte, car M. Kennedy était du petit nombre de ceux qui sont restés fidèles aux vieilles traditions d'honneur et de loyauté que nous ont transmises nos ancêtres.

Louisianais de naissance et de cœur, il a été l'un des premiers à s'enrôler sous les drapeaux du Sud, quand la guerre de sécession a éclaté. Pendant quatre années il a fait bravement son devoir de soldat sur les champs de bataille, et la cause perdue n'a pas eu de défenseur plus vaillant et plus dévoué que lui.

C'est encore un des représentants de nos plus anciennes familles qui s'en va ; c'est encore un brave et honnête citoyen de moins.

Nous offrons à sa famille nos compliments sincères de condoléance.

ACCIDENT SUR LE FLEUVE.—Un de nos abonnés, M. Félix Mélançon, nous écrit pour relater un malheureux accident qui est arrivé samedi dernier sur le fleuve, en face de la pointe Pédesclaux, à six milles au-dessous de Donaldsonville :

Sur les deux heures après-midi, sept hommes de couleur qui travaillaient sur l'habitation de M. Ben Tureaux, au Brûlé, revenaient à la pointe Pédesclaux où ils habitaient, dans un petit esquif, lorsqu'une des rames a cassé et l'esquif a chaviré. Tous ceux qui'il contenait se sont noyés. Voici leurs noms : Alexandre Liston, Séverin Liston, William White, Valmir Smith, Isaac Seimon, Miles Greenfield et Philippe Wesley.

Le premier qui était le plus âgé avait 24 ans, le dernier qui était le plus jeune, 16 ans. Ces hommes avaient la peau noire, mais le cœur blanc.

JOURNAUX DE NEW-YORK.—Nos remerciements au Southern Express, pour l'envoi de journaux de New-York du 14 courant.

☞ Les agents de la ligne d'Etat ont décidé que leur favori steamer *L'Etat de la Louisiane* prendrait des voyageurs de chambre et d'entrepont, et que cette règle serait suivie pendant toute la saison. On pourra donc, à la Nouvelle-Orléans même, enregistrer des voyageurs pour tous les points du continent européen. Pour plus amples renseignements, s'adresser au bureau de la rue Carondelet, 29.

GRAND BAL DE LA SOCIÉTÉ LUSITANE DE BIENFAISANCE.—La nouvelle Société Lusitane de Bienfaisance doit donner, le 19 mars, jour de la Saint-Joseph, dans la salle de la Parfaite-Union, un grand bal paré, masqué et costumé, au bénéfice de son fonds de secours. Le prix d'entrée sera de $1 50. Cette Société est populaire et nous ne doutons pas que son bal n'attire une foule joyeuse et animée. Nous remercions son honorable président, M. V. Camugli, de l'invitation qu'il nous a adressée.

POUR LE 28 MARS. — Ne l'oubliez pas, c'est pour le 28 mars. Ne faites pas comme tant de gens ont fait pour la Loterie-Concert de la Grande Bibliothèque du Kentucky, n'arrivez pas trop tard. Vous voulez participer aux magnifiques chances du tirage de la Loterie de la Louisiane. Eh bien ! prenez-vous y à temps et achetez des billets plus tôt que plus tard, c'est le plus sûr moyen de les avoir.

L'INTERDICTION DU XIXE SIÈCLE.—La vente sur la voie publique a été interdite au XIXe siècle, journal d'Edmond About, à cause d'un compte-rendu de la séance du 26 février, offensant pour M. Buffet. C'est évidemment la réflexion de la fin qui a motivé la mesure, la voici :

Au milieu des cris, des applaudissements, M. le président a protesté qu'il n'avait fait tous ses efforts...

—Vous avez été d'une partialité révoltante !

L'historien impartial ne saurait mieux finir que sur ce mot de M. Lefèvre, inséré au *Journal officiel*.

(*Communiqué.*)

Nouvelle-Orléans, le 16 mars 1874.

Messieurs les Editeurs de l'*Abeille*.

Messieurs,

L'Etat a passé des lois venant en aide à ceux qui ont à payer des taxes arriérées. Les taxes d'Etat, arriérées, sont payables pour partie en mandats d'Etat. Les taxes arriérées de la ville sont payables pour partie en mandats de la police, ce qui écarte toutes les autres obligations valides.

Les administrateurs n'ont-ils pas le droit de passer une ordonnance permettant le paiement des taxes arriérées en obligations de la ville, dans les mêmes proportions que sont reçus, selon la loi, les mandats de la police ?

Ils ont déjà passé une ordonnance qui déclare les " City Transfers " (obligations) de 1873 recevables pour les licences de cette année. (Les mandats de la police étaient, et sont légalement recevables pour licences.) Il est à désirer aussi qu'ils indiquent quel genre d'obligations ils recevront maintenant pour les taxes arriérées et dans quelle proportion. (L'auditeur de l'Etat a fait une publication au sujet des taxes arriérées.)

Les porteurs de sécurités de la ville, ainsi que les payeurs de taxes, sauront alors à quoi s'en tenir.

Respectueusement,

CHAS. DE LASSUS,
50 rue Royale.

—Voici quelques définitions :

Corset.—Niche pour deux.

Soufflet.—Gifle qui va dans le monde.

La France n'a jamais été mieux servie que par ses ennemis.

Séance du Conseil Municipal.

Le Conseil se réunit à midi, sous la présidence du maire Wiltz. Tous les administrateurs sont présents.

M. Brewster, administrateur du département de la police, apporte qu'il a payé la poudrière de la ville à D. Guichard, pour $100 par an.

M. Brewster dit aussi, au sujet de la réclamation du bureau de santé, relativement aux salaires des inspecteurs sanitaires pour le mois de janvier et le février, qu'il faudra faire une nouvelle allocation pour les payer, car le montant qui leur est dû n'est pas compris dans le budget de 1874.

Le bureau des Commissaires de Police présente au conseil l'estimation suivante des frais nécessaires pour l'entretien de la police pendant l'année 1874 :

Pour la Nouvelle-Orléans $677,168 56 ; pour Carrollton $10,584 56 ; pour la paroisse Jefferson : rive droite $5,321 28 ; pour la paroisse St. Bernard $4,290 00. Total $697,364 00.

Une pétition signée par un grand nombre de citoyens est présentée, pour se plaindre de la location d'un entrepôt d'huile de pétrole, au N° 106 de la rue Peters, entre Julia et St-Joseph, quand une ordonnance de la ville, adoptée le 1er décembre 1871, le défend formellement, sans l'autorisation du bureau des assureurs.

La pétition est référée.

Une pétition des directeurs de la Compagnie de steamers faisant le trajet entre la Nouvelle-Orléans, la Havane et les ports de la Floride, demandant au Conseil de désigner une certaine partie du quai, au pied de la rue Calliope, pour l'usage exclusif de la Compagnie, est référée à l'administrateur du département du commerce.

Le Conseil adopte à l'unanimité la résolution suivante adressée au pseudo-gouverneur Kellogg :

Attendu, qu'on rapporte qu'un bill a été adopté par les deux chambres de la législature pour établir dans le Second District et en face de l'Hôtel de la Monnaie un entrepôt de charbon sur le quel, prenant ainsi deux lots de terrain que le Conseil avait déjà jugé à propos de désigner comme un débarcadère pour tous les navires en général, et sans restriction ;

Il est résolu, que le gouverneur est requis par les présentes de prendre en considération le dit bill et de réfléchir avant de le signer, que son adoption ferait un tort considérable au commerce de la Nouvelle-Orléans et serait en violation de la charte de la ville qui donne au conseil municipal un contrôle exclusif sur les quais et les jetées.

M. Calhoun, administrateur du département des comptes publics, présente son rapport de la semaine, comprenant plusieurs ordonnances relatives à des règlements de comptes, qui sont approuvées sans difficulté.

Le Conseil s'ajourne.

TEMPERATURE.—17 mars 1874.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	74	23
12 M.	76	24
3 P. M.	76	24
6 P. M.	76	24

LES LOIS APPROXIMATIVES. — On verra plus loin ce que sont les lois approximatives du grand dîner du 28 mars courant, annoncé par la Loterie de l'Etat de la Louisiane. Ces lots sont au nombre de 270 et représentent des sommes très raisonnables. Maintenant quel est le joueur qui ne peut se flatter de tirer un des 270 lots sur 10,000 ? Le plus petit lot vous donne le moyen de prendre dix fois de suite le billet entier.

A RAPPROCHER DU DISCOURS DE M. DE MOLTKE. — La *Gazette de l'Allemagne du Nord* condamne un long article à l'Exposition internationale, que l'on se propose d'organiser à Paris en 1875. Elle déclare souhaiter tout le succès possible au projet du gouvernement français, d'autant plus que l'exécution de ce projet suppose nécessairement une situation pacifique inspirant la sécurité et la confiance.

La feuille berlinoise ajoute qu'on ne peut, toutefois, être sûr que les passions du peuple français soient assez refroidies en 1875 pour que l'industrie allemande puisse aussi prendre part à l'exposition, et que les visiteurs allemands puissent se rendre sans appréhensions à l'hospitalité française.

L'Indicé d'autres maladies.

Le catarrhe existe quelquefois seul, mais il est plus souvent le symptôme d'autres maladies ; la lettre suivante en donne la preuve :

Collingwood, Onondaga Co., N. Y.,
25 janvier 1872.

Au Dr. R. V. Pierce, Buffalo, N. Y.

Cher monsieur.—Permettez-moi de vous faire, en peu de mots, l'historique de votre médicament appelé "Golden Medical Discovery." Il agit ici des résultats que j'en ai moi-même obtenus. J'ai soixante-quatorze ans ; je suis naturellement robuste. Depuis quelques années, à la suite d'un excès d'exercice, je souffrais d'une complication de maladies presque incroyable. D'abord, d'un catarrhe tel qu'il me semblait que ma voix passait par mes oreilles —puis, une douleur, l'affreuse douleur du catarrhe, puis des douleurs névralgiques à la tête et aux épaules, puis enfin un gonflement des membres inférieurs et un engourdissement du foie. Je consultai plusieurs médecins distingués et eus vraiment recours à toutes les drogues connues. L'absence de l'appétit et, la déperissement m'avertirent que je ne résisterais pas longtemps à toutes ces maladies. Je me retirai des affaires, je fis mon testament, je m'occupai du marbre de mon tombeau, je me mis au lit et attendis ma dernière heure. J'eus, peu après, occasion de lire votre annonce, et j'achetai vos remèdes. Je suis maintenant à la seconde bouteille de votre Golden Medical Discovery, je pèse quinze livres de plus, mes pilules ne semblent plus sortir de mes oreilles, mes membres ne sont plus enflés, je dîne aisément deux ou trois milles du matin. Avec l'aide de Dieu, vous avez prolongé ma vie de dix à quinze ans. Je souhaite, en outre, que vous viviez longtemps dans l'intérêt de l'humanité souffrante.

Votre ami inconnu,
6f—v&c LUTHER COLE.

Décédé hier, à une heure P. M., JEAN ANTOINE ESCUDÉ, vétéran de 1861 et 65. Les amis et connaissances de la famille, ainsi que les membres de la Société des Vétérans, sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu cette après midi, à quatre heures. Le corps est exposé rue Dumaine, entre Roman et Derbigny.

De la part de ses enfants
Nille Orléans, le mars 1874.

Décédé hier, à six heures dix minutes du soir, à l'âge de trente trois ans, BEVERLY C. KENNEDY, fils du juge T. H. Kennedy. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux de sa famille, sont invités à l'enterrement qui aura lieu de sa résidence, à quatre heures et demie, le convoi partira de la rue de Chartres No 311, entre Fort et St-Ferdinand.

Avis d'enterrement. — Les officiers et les membres de la Nouvelle Société Lusitane de Bienfaisance sont priés de s'assembler en grande salle, MERCREDI, 18 mars, à trois heures et demie de l'après-midi, pour assister aux funérailles de leur frère JUAN SEQUI.

Par ordre du président,
V. CAMUGLI,
S. PELAYO, Secrétaire. 18 mars

Ringler Sugar Extracting Company (Limited). Les actionnaires de la Compagnie sont par les présentes informés qu'une réunion aura lieu le SAMEDI, 21 avril prochain, à midi, pour voter sur divers amendements de la charte.

Par ordre du président,
CHARLES DE RUYTER,
Secrétaire pro tem.
5mars—2f

A. L. G. D. G. A. D. L'U.

LA Respectable FRATERNITÉ No 20, sous l'obédience du Supr. Cons. des Grdes pour l'Etat de la Louisiane, et relevant de plusieurs Cons. particuliers, de la juridiction sont priés de se trouver en Loge, à l'Hôtel de Ville, rues St Pierre et St-Claude, pour le Temple du Jour.

Par mandement du Ven. M.
HENRI CAMPS, M. M.
Secrétaire.
18 mars—1

Passagers et entremédiaires pour l'Europe.—Les agents de la State Line" sont autorisés à prendre les passages et les passagers d'entrepont à bord de leur steamer favori, LOUISIANA, qui part vers la fin de mars. Ils continueront de percevoir les passagers pendant toute la saison de printemps. Offre exceptionnelle qui vaut la peine d'être saisie. Pour plus amples renseignements, s'adresser à la compagnie en Europe ou à ses agents à la Nouvelle-Orléans pour une partie quelconque du continent, par la voie de Liverpool, à New York, ou par la voie directe. On peut aussi s'adresser à MILLER & CO., agents, No 16 de la rue Bienville, à la Nouvelle-Orléans, qui donnera toute information désirée. Il sera donné avis du jour et de l'heure du départ du steamer.
25 mars—2f

Le Dr. L. Duperron, Dentiste,

Rue Bienville No 66, en coin de la rue Royale.

A L'HONNEUR de faire savoir à ses clients et au public en général, qu'ayant entièrement rétabli son cabinet dans la direction de son cabinet où on pourra le trouver tous les jours, excepté les lundis, de quatre heures du soir, pour consultations et opérations relatives de tous genres.

Prix modérés et travail consciencieux. Extraction des dents sans douleur et sans endormir.
2mars—1m

MILWAUKEE LAGER BEER

L'ancien local favori de

HUGO REDWITZ,

No 132 de la rue de la Commune.

On l'on vient de recevoir, de la meilleure brasserie de Milwaukee, Wisconsin, une grande consignation de LAGER BEER frais et de qualité supérieure.

Venez en juger. 26 fév—1m

Avis.

M. J. M. LAFFERRANDERIE annonce au public qu'il a transféré sa boucherie au No 129 de la rue Dryades au No 275 de la rue Thémé, entre Barrack et Germain du Bayou, où il tiendra, comme par le passé, un choix de viandes fraîches de toutes espèces. Ses offices pour solliciter sa clientèle, la méritent bien de leur bienveillant patronage. 7 fév—2m

ASBURY,

48..... Rue Royale..... 48

A reçu les premières nouveautés de Printemps et Chapeaux pour dames, filets à et enfants, Fleurs, italiens, fanchons et mille autres articles, qu'il offre à un très marché extraordinaire.

48..... Rue Royale..... 48
2 fév—1m ASBURY.

ARGENT. ARGENT. ARGENT.

ON peut avoir de l'argent, sur bonnes garanties collatérales, tous les jours, de 10 heures du matin à 3 heures de l'après midi, en s'adressant à la boîte N° 2235 du bureau de poste.
26fév—1m

Mme H. BAUSSET

A L'HONNEUR d'informer sa clientèle et le public en général qu'elle Vacciue tous les Lundi à Onze Heures.

Rue des Remparts, 158,
26fév—3m Dme V entre St. Pierre et Orléans.

Avis aux planteurs.

AVANT d'ensiler chalande pour Pittsburg ou ailleurs, le chaland Pittsburg ou ailleurs, le planteur de la côte les quantités qu'elle désirera, aux plus bas prix du marché. Je les engage à s'approvisionner sans retard.

C. A. MILPENBERGER,
5mar—6f No 53 de la rue du Camp, au fer.

CHARBON ! CHARBON !!

N'oubliez pas que H. & C. TYLER livrent leur CHARBON sans frais de charrol, dans toutes les parties de la ville, au prix de 75 cts le baril !
1er mars—1m

COAL— COAL— COAL

Don't forget that H. & C. TYLER deliver their COAL, free of charge to any part of the city, at 75 cents per bbl.
march 1st—1m

MOUNT CARBON COAL !

Dépôt—au pied de la rue St-Ferdinand, 3me district, à côté de la rue Félicité.

Bureau, No 138 de la rue Gravier.
Se vend par tonneau ou par cargaison.
26fev—1m WASHINGTON MORTON.

Propriétés à vendre et à loner.

A Céder,

A des conditions libérales.

Pour cause de changement d'affaires.

GROCERIES. LA GROCERIE avantageusement située, rue 43 dans un des meilleurs quartiers du Second District.

Pour les termes et conditions s'adresser sur les lieux. 5 mar—8f

Voiture.

A vendre, à bon marché, avec les harnais, un joli coupe de famille, très solide et bien disposé. Il roule sur quatre ressorts. Il vient d'être réparé et complètement remis à neuf.

S'adresser au bureau de l'ABEILLE.
5fév—6f 2P

Vins, Liqueurs, Provision, &c.

AUGUSTE COUTURIE,

9 — Rue St-Louis — 9

Seul Agent pour la vente des

Champagne Ibs. Heidsieck & Co.
Cognac de Jules Gregory & Co.
Genièvre de Bloemendael & Co. De Kuiper Amey.

Offre à vendre—

Cognac J. & F. Martell de 1870, 1865, 1863, 1860, 1858 et S. O. P.
Vins Rouges de Lafon, St-Yvier et St-Estephe.
15 fév—6 m.

QUEYROUZE & BOIS,

MARCHANDS EN GROS ET

EPICERIES, VINS, LIQUEURS

ET

Toutes sortes de Produits de l'Ouest,

Aux Magasins Bleus,
Coin Vieille-Levée et Bienville,
17 juil 73—1 an Nille-Orléans.

CAZAUX & VERGNOLE

NÉGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES

En Vins, Cognacs et Cordiaux,

73..... VIEILLE-LEVÉE.....73

2 mai—1an NOUVELLE-ORLEANS.

BALSAMIQUE des PYRÉNÉES

LIQUEUR HYGIENIQUE

(approuvée des médecins)

LAURENT LACASSAGNE,

(AGENT.)

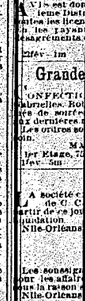
A vendre chez :

QUEYROUZE & BOIS, coin des rues Bienville et Vieille-Levée.
CAZAUX & VERGNOLE, N° 73 rue de la Vieille-Levée.
VINCENT BATTOLARA, N° 13 rue Dumaine.
22 oct—1an 20s

BITTER DES ARABES

Hygiénique Perfectionné.

(BREVETÉ S. G. D. G.)



Ce produit, aussi agréable que bienfaisant, extrait de plantes éminemment toniques et vivifiantes, distillées avec des eaux-de-vie de première choix, est sans contredit l'agent le plus puissant pour réparer l'organisme de la manière la plus immédiate

Il est, en outre, dans les pays chauds, un préservatif efficace contre les épidémies, fait remettre l'appétit, et dégage les voies digestives.

N. B. — Un Buveur est approuvé par l'Académie de Médecine française, et la propriétaire demande n'en le soumettre à l'analyse dans tous les pay
19fév.—1a

ASSURANCE SUR LA VIE.

New York Life Insurance Company

(ETABLI EN 1841.)

Actif..... $25,000,000
Revenu Annuel au de la de..... 8,000,000

PUREMENT MUTUELLE.

Tout l'excédant des bénéfices, après prélèvement du fonds actuel de l'assurance est remboursé aux détenteurs de polices

TOUTES LES POLICES SONT MAINTENUES. Des dividendes sont déclarés annuellement, payables comptant, lesquels peuvent être appliqués à la réduction des primes annuelles ou à l'augmentation de l'assurance.

Des polices sont émises pour la protection spéciale des

FEMMES ET DES ENFANTS.

Des polices sont émises pour garantir le paiement des dettes ; on émet aussi des POLICES TONTINE qui combinent la sécurité de l'Assurance sur la Vie avec le placement avantageux de l'argent.

Les personnes qui désirent une assurance sur la vie, sure et garantie, au véritable cout net, sans cette affreuse et honorable compagnie, sont priées de s'adresser aux soussignés.

COPES & OGDEN,

Agents-Généraux,

44 RUE CARONDELET 44

Cette Compagnie a payé l'année dernière près de 1,000,000 par suite de décès, et a déclaré aux détenteurs de polices des dividendes, payés comptant, et s'élevant à $1,742,554 40.

DIRECTION LOCALE.

Chas. Briggs, S. H. Kennedy,
F. F. Minton, Sam'l Smith,
Thos. A. Adams, Fk. Wilson,
Chas. Cavaroc, S. O. Nelson,
L. B. Cain, Paul Fourchy,
Geo. Forstner, Fk. Cannarden,
T. J. Semmes, J. H. Lilpingston,
J. S. Walton, Wm. Pike,
E. Peale, Wm. H. Schmidt,
S. Forchheimer, A. Chapelle,
F. M. Sampson, J. A. Dublin.

M. D. C. Holliday, M. D. John W. Caldwell M. D.
Chs. Turpin, M. D.

Germania Insurance Company.

Bureau, No 124 rue Commune,

NOUVELLE-ORLEANS.

ÉTABLIE EN 1846.

Capital payé..... $300,000

Assurances contre les risques de feu, de la mer et des rivières.

Les pertes sont réglées avec promptitude aux conditions les plus libérales.

FRED. DEL BONDIO..... Président
H. ZUBERBIER..... Vice-President.
EMIL MAIER..... Premier Secrétaire
C. E. MARBURG..... Second Secrétaire
C. BERGER..... Inspecteur

Directeurs :

Fred. Del Bondio, (maison Lesassier & Bender)
A. H. Braughin (maison Braughin, Buck & Dinkelspiel.)
W. Heimann, (maison Miller & Heimann)
A. Greissinger, (maison Claton & Co.)
W. Goldenbow, (maison Goldenbow & Kelly)
L. L. Mayer, (maison Mayer Bros.)
C. Reder, (maison L. Reder & Co.)
Frank Vatter, (maison Vatter & Clark)
J. Zuberbier, (maison Schleicher & Zuberbier)
M. Zeigler, (maison Schmidt & Zeigler)
Armbruster, M. Frank,
Anton Gaissel, Louis Grunewald,
Jacob Hasslager, H. F. Schnapp,
H. Gerling, H. Schulz,
Thomas Schorr, E. F. Thurner,
P. Thormählen, J. J. Weckerling,
C. Voelkl, Fred. Del Bondio.
7 mars—1m

Avis aux Contribuables.

TAXES ET LICENSES DE LA VILLE ET DE L'ETAT.

LE soussigné a en ce moment les Taxes d'Etat, de ville, ainsi que les licences, à un bon compte libéral.

Aussi, règlement de toutes Taxes arriérées à des conditions avantageuses.

A vendre aux plus bas prix du marché, Mandats pour le paiement de Taxes et de l'Etat.

J. CHAPUS,
No 20 rue St. Charles.

Avis aux contribuables.

Bureaux du Percepteur des Taxes d'Etat, de la Ville et des Licences.

AVIS est donné aux contribuables du Deuxième District que toutes les taxes de 1872 et toutes les licences de 1874 sont maintenant dues. Le bureau sera ouvert, tous les jours, pour la perception et des frais.

H. HARRIS,
26fév—1m Percepteur.

Grande fabrique de Savons.

CONFECTIONS sur commandes les plus recherchées. Savons de toilette et de ménage, de toutes sortes. Parfumerie de ville et de campagne. Eaux, le tout de première qualité.

Une entière confiance est sollicitée et avec soin.

MADAME AMÉLIE MAY, de Paris.
1er Etage, rue Chartres, à côté de l'ABEILLE.
1fév—3m

Avis.

A société a été formée sous la raison commerciale de C. CAVAROC & SON, et est associée à la maison de C. CAVAROC & SON, et succède à la maison ci-devant connue sous la raison sociale de C. CAVAROC & SON, et est aussi associée aux affaires de